le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 19 juin 2017 N° 435 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Un référendum pour détourner la grogne sociale

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali : Un référendum pour détourner la grogne sociale

Page 4
Sénégal: Qui profitera de la découverte du gaz et du pétrole ?

Pages 5-6 et 7
-Côte d'Ivoire: Qui sont les véritables responsables de la cherté de la vie ?
-Des gendarmes assassins ! (p. 7)

Page 9
Éthiopie: La sécheresse sévit une fois de plus dans l'Est du pays

Page 10
France: L'intérêt des travailleurs : s'unir autour d'une politique de classe

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Editorial

Mali

UN RÉFÉRENDUM POUR DÉTOURNER LA GROGNE SOCIALE

Le samedi 17 juin, plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Bamako, de la place de la Liberté à la Bourse du travail pour protester contre la révision constitutionnelle décidée par le président malien. À la tête de cette manifestation se trouvaient des personnalités politiques de l'opposition comme Soumaïla Cissé ou encore d'anciens Premiers ministres, Modibo Sidibé et Soumana Sako regroupés autour d'une plateforme, baptisée « An te son, a bana ! » (« Touche pas à ma Constitution ! »).

Tous ces gens-là reprochent au président malien de vouloir modifier certaines parties de la constitution actuelle pour renforcer encore plus sa position. Il veut par exemple nommer lui-même le président de la cour constitutionnelle ainsi que trois autres membres de cette cour ; il veut aussi créer un sénat (comme son voisin ivoirien Ouattara) dont le tiers des membres sera désigné directement par lui. Il veut que la nouvelle constitution l'autorise à créer dans le Nord du pays une sorte de pouvoir régional dans lequel il pourra caser les dirigeants des mouvements de la rébellion Azawad qui ont accepté de signer avec lui les accords d'Alger de 2015.

Un référendum est prévu le 9 juillet prochain afin de valider cette reforme constitutionnelle mais l'opposition est vent debout pour s'y opposer. Comment le gouvernement pourra-t-il organiser ce référendum sur l'ensemble du territoire alors que dans de vastes régions du nord et du centre, l'appareil d'État est quasiment absent à cause de son incapacité de faire face à la rébellion armée ?

En organisant ce référendum, IBK a trouvé un os à ronger pour son opposition et pour détourner l'attention de la population vers une question annexe au moment où de nombreux salariés de la fonction publique, dans l'administration, les hôpitaux, l'éducation nationale, montrent qu'ils sont en colère contre la dégradation de leurs conditions d'existence. Les récentes grèves qui ont secoué de nombreuses catégories de salariés de l'Etat (dont certaines ont duré plusieurs semaines), ont montré que cette colère est bien réelle. Les grévistes ont obtenu du gouvernement des promesses sur leurs principales revendications mais ils ont averti les autorités qu'ils sont prêts à reprendre leur mouvement si jamais les promesses ne sont pas tenues. Le

président IBK a mesuré leur détermination et craint la reprise de la grève.

Sur les questions concernant les revendications salariales ou l'amélioration des conditions de travail, on n'a pas vu les dirigeants de l'opposition, ces anciens ministres et Premiers ministres défiler dans les rues pour soutenir les grévistes. Cela ne les intéresse pas car sur ces sujets ils sont en accord avec IBK. Mais comme ils doivent coûte que coûte se distinguer pour montrer qu'ils existent, ils ont trouvé dans la réforme constitutionnelle une bonne occasion de critiquer le pouvoir d'IBK. En clair, ce référendum, du côté du pouvoir comme de l'opposition, n'est qu'un piège pour détourner la colère des travailleurs et des petites gens des véritables raisons de l'aggravation de leurs conditions de vie.

Mali

D'OÙ VIENT LA FORTUNE DE KARIM KEÏTA ? CIRCULEZ, Y A RIEN À VOIR !

À Bamako, le 14 juin dernier, un journaliste d'un hebdomadaire local (Le Sphinx) a été condamné en première audience à trois mois de prison avec sursis et une amende de 100.000 F CFA (environ 150 euros). Il est accusé de diffamation par Karim Keïta, fils de l'actuel chef de l'État Ibrahim Boubacar Keïta.

Karim Keïta, surnomé « papa m'a dit », élu député en 2013

Il est reproché à ce journaliste d'avoir écrit récemment que Karim Keïta a aidé un homme d'affaires malien à échapper à la justice, et dans un autre article qu'il avait acheté un hôtel à Bamako à plus de 6 millions d'euros et acquis un terrain à proximité pour y faire construire une station-service. Karim Keïta a porté plainte et réclamé 4 milliards de F CFA de dommages et intérêts. Le tribunal lui a donné en partie raison mais le procès n'est pas terminé.

Il est de notoriété publique que Karim Keïta est un homme d'affaires connu pour ses virées dans les plus grands hôtels parisiens. Il y rencontre parfois des hommes d'affaires réputés pour leur proximité avec le blanchiment d'argent, la vente d'armes et d'engins militaires. Surnommé « Papa m'a dit », il s'est fait une réputation d'enfant gâté, aimant les frasques, les voitures de luxe, le champagne et le cigare. Grâce à son père, il a réussi à se faire élire député puis à être désigné comme président de la Commission de la Défense de l'Assemblée. Ce n'est par hasard si son père l'a installé à cet endroit précis car c'est le poste idéal pour avoir la haute main sur le budget de la Défense, de surcroit protégé par le « secret défense ». Personne n'a le droit de fouiner dans ses affaires louches sans risquer d'aller en prison ou, qui sait, pire que cela ? Cette condamnation sonne comme un avertissement à quiconque oserait écrire sur les détournements des deniers publics au Mali.

Sénégal

QUI PROFITERA DE LA DÉCOUVERTE DU GAZ ET DU PÉTROLE ?

Depuis les récentes découvertes d'importants gisements de gaz et de pétrole au large du Sénégal, les dirigeants de ce pays se voient déjà à la tête d'un futur émirat sahélien où l'argent va couler à flots pour eux. Les grandes compagnies internationales spécialisées dans ces deux secteurs se tirent déjà dans les pattes pour avoir la plus grosse part du butin. On y trouve l'américain Kosmos Energy associé à la British Petroleom, mais aussi le trust français Total, l'australien Woodside et le chinois CNOOC. Des milliards de dollars sont en jeu, alors chacun avance ses pions pour être en meilleure position.

Le trust français Total figure parmi les profiteurs de l'or noir en Afrique

Le président sénégalais Macky Sall a annoncé que la production gazière démarrera en 2021 et que tout se passera en toute transparence et dans la « bonne gouvernance » mais la presse locale proche de l'opposition fait déjà état d'un certain nombre de magouilles et de conflits d'intérêts dans lesquels les proches du président sont impliqués ; à commencer par son propre frère Aliou Sall. Celui-ci se serait associé à un homme d'affaires australo-roumain (Frank Timis, actionnaire principal d'African Petroleum et de Timis Corporation) pour se tailler sa part du gâteau.

La presse fait aussi état d'un certain Abdoulaye Diao, à la fois patron d'International Trading Oil and Commodities (une société de négoce et de distribution de pétrole) et conseiller spécial du président sénégalais pour l'énergie. En effet, avoir un pied dans l'appareil d'Etat, de préférence le plus près possible du sommet, et l'autre dans le business permet d'avoir le beurre et l'argent du beurre !

Tout dernièrement, la récente signature de plusieurs accords entre l'Etat sénégalais et le PDG de Total sur la recherche et la production pétrolière et gazière a soulevé certaines suspicions sur d'éventuelles magouilles entre la société Total et le président sénégalais. Certains soupçonnent l'existence de dessous de table, d'autant que cette signature a eu lieu juste après le limogeage du ministre de l'Énergie, Thierno Alassane Sall, qui aurait fait part de son désaccord avec le président.

Le pétrole et le gaz n'ont pas encore commencé à couler mais les affaires et les magouilles assurément oui. Certains commentateurs annoncent déjà que d'ici quelques années le Sénégal deviendra le prochain eldorado de l'Afrique de l'Ouest et promettent un avenir enviable pour la population sénégalaise. La réalité sera tout autre. Ce sont d'abord les grandes compagnies pétrolières qui empocheront la plus grande partie de ces richesses naturelles. Cela profitera aussi à la clique des dirigeants de l'État sénégalais qui va détourner une partie de cette manne à son profit. Mais pour la majorité de la population ce sera toujours la misère qui continuera, comme au Nigeria, au Congo ou au Gabon où l'or noir coule depuis des années mais où la majorité des habitants n'en voient que les retombées

négatives comme les détournements de fonds, la pollution des eaux et des forêts, les affrontements entre bandes rivales, entres autres.

Côte d'ivoire

QUI SONT LES VÉRITABLES RESPONSABLES DE LA CHERTÉ DE LA VIE ?

La grande majorité de la population n'en peut plus de supporter la cherté de la vie. Satisfaire ses besoins les plus élémentaires, se nourrir, se soigner, se loger, devient chaque jour plus compliqué. Le gouvernement annonce pourtant régulièrement qu'il fait de la lutte contre la cherté de la vie sa priorité mais ce ne sont que des discours vides destinés à tromper les gens.

Ainsi, par exemple, le journal gouvernemental Fraternité-Matin du 1er juin écrivait que « l'amélioration du quotidien des ivoiriens était, encore une fois, à l'ordre du jour du Conseil des ministres qui s'est tenu, hier, au Palais présidentiel ». Sauf que la seule mesure concrètement chiffrée dans cet article concerne une décision prise par le gouvernement de « supprimer la taxe spéciale de 25 Fr par kilo sur la tomate concentrée ». C'est à croire que les travailleurs et les populations pauvres consomment de la tomate concentrée à la louche et à longueur de journée !

Il y est aussi mentionné que « le gouvernement a décidé de bloquer les prix et les marges sur le riz, l'huile, le sucre… conformément à l'ordonnance de … 2013 ». D'abord, le fait même que cette « ordonnance » date depuis 2013 sans que les travailleurs n'en ai senti l'impact, montre toute sa nullité !

Le négoce du riz, pour prendre cet exemple, a été de tout temps contrôlé par les hauts dirigeants au pouvoir. Ainsi, du temps de Houphouët Boigny, c'étaient, disait-on, ses proches qui en avaient le contrôle. Ensuite, Bédié les a écartés au profit de sa propre famille. Depuis, le pouvoir a changé plusieurs fois de main, on peut imaginer la valse des nouveaux arrivants autour de cette activité qui permet de s'enrichir en toute tranquillité !

Il en va de même pour l'huile, le sucre ou le savon. Les industriels qui les produisent ne déclarent jamais le vrai coût de production. Leurs comptabilités sont truquées. De plus, ils ont mille canaux pour entrer dans les bonnes grâces des gens au pouvoir afin de bénéficier de quelques exonérations de taxes pour augmenter encore plus leurs profits.

Ce sont tous ces gens-là qui s'enrichissent sur le dos des consommateurs mais le gouvernement les protège car ils font partie du même monde que ceux qui sont au pouvoir. Alors les gouvernants préfèrent laisser croire (par leur silence ou par leurs insinuations) aux populations que ce sont les petits boutiquiers qui sont responsables de la cherté des denrées.

Petite boutique de quartier populaire à Abidjan

C'est une politique criminelle car elle met gravement en danger les petits commerçants puisque ces derniers peuvent subir la colère des pauvres. Ce sont souvent des Mauritaniens, Maliens ou Nigériens qui tiennent les boutiques de détails dans les bas quartiers, là où les pauvres se ravitaillent. Ils ne font que répercuter les augmentations venant des grossistes ou des demi-grossistes auprès des quels ils s'approvisionnent.

Il ne peut y avoir vérité des prix sans le contrôle effectif des travailleurs eux-mêmes sur mouvements d'argent et la comptabilité de ces entreprises.

De plus, prétendre lutter contre la cherté de la vie, sans même prendre des mesures pour indexer les salaires sur le coût réel de la vie est une arnaque. Pourquoi ce sont les travailleurs qui doivent subir les augmentations et pas les riches ? Se poser la question c'est déjà commencer à mettre le doigt sur ce qu'est réellement le système capitaliste, une société profondément injuste où ceux qui produisent les richesses, ceux qui font tourner les machines, qui les entretiennent, ceux qui construisent des logements, sont écrasés par une minorité d'exploiteurs et de parasites qui vivent sur leur dos. Cette lutte de classes entre riches et pauvres est permanente.

Quand les travailleurs se mettent en grève pour défendre leurs droits légitimes, l'État s'empresse le plus souvent d'envoyer ses forces armées pour les réprimer car il est au service des classes possédantes.

Les travailleurs ne peuvent par conséquence compter que sur leur force collective pour se défendre face à la rapacité des capitalistes et les injustices sociales. D'où la nécessité pour eux de se donner les moyens de construire leur organisation politique pour défendre leurs intérêts présents et futurs.

Côte d'ivoire

DES GENDARMES ASSASSINS !

Le 27 mai dernier, six employés travaillant pour une société de pompe funèbre ont été froidement abattus par des gendarmes après leur arrestation à Arrah. Ces travailleurs revenaient des funérailles, après avoir convoyé un cercueil d'Abidjan à Andé, une localité située à une vingtaine de kilomètres d'Arrah.

Rendant compte de cette tuerie, le journal gouvernemental Fraternité-Matin du 29 mai titrait : « Banditisme : six braqueurs abattus par la gendarmerie d'Arrah ». Il donnait ensuite moult détails sur ces soi-disant bandits abattus. Dans sa parution du lendemain, ce journal revenait sur ses écrits de la veille et ajoutait un petit encart en guise de « note d'excuse », prétextant que c'est la brigade de gendarmerie d'Arrah qui leur avait donné cette mauvaise information. Ce qui est certain, c'est que cette tuerie ne pouvait plus être camouflée, tellement les témoins du massacre étaient nombreux. Ces sept personnes avaient été abattues en pleine ville, au vu et au su de tous.

Des mauvaises langues ont dit que ces gendarmes étaient sur la piste d'une grosse somme de 32 millions de francs provenant d'un braquage ce même jour, par des bandits. Ces gendarmes voulaient s'approprier cette somme sans témoins et sont tombés sur des gens qui n'étaient pour rien dans ce braquage. D'où ce massacre d'innocents. Voilà pourquoi le journal Fraternité-matin a qualifié ensuite cette tuerie de « bavure ».

Si ces travailleurs abattus comme des chiens étaient réellement des voleurs, alors, ce journal n'aurait pas parlé de « bavure » mais peut-être d'un haut fait d'arme à la gloire de la gendarmerie nationale !

Les gendarmes ont la gâchette facile lorsqu'ils ont à faire à des petites gens. Ils sont rarement poursuivis par la justice quand ils abattent des pauvres car dans cette société faite d'exploitation, de misère et de profondes injustices, les possédants et le pouvoir à leur service préfèrent que les pauvres aient un pistolet braqué en permanence sur leur tempe, quitte à ce que parfois quelques coups partent. Ils veulent que la population pauvre vive dans la crainte permanente des forces armées en espérant qu'ainsi elle ne se révoltera pas. Seulement, l'histoire est là pour nous montrer que la peur peut parfois changer de camp et que les riches ont aussi intérêt à faire attention au retour de bâton !

Côte d'ivoire

MUTINERIE : AUX SUIVANTS … AUX SUIVANTS …

Un groupe d'ex-combattants « démobilisés » de la bande Soro-Ouattara se réclamant de la «cellule 39 » a été reçu à Abidjan par le ministre de l'intérieur Hamed Bakayoko. Cette rencontre fait suite à la pagaille qu'ils ont semée à Bouaké, à la suite de la mutinerie du mois dernier.

Ces ex-combattants démobilisés (au nombre de 6877) dont le gouvernement pensait avoir réglé le compte dans le cadre du DDR avec quelques miettes, frappent à la porte pour obtenir leur part de butin. Leur « Secrétaire exécutif national » du nom de Ouattara Issouf alias Diablo, réclame la somme de « 17 millions et l'insertion des plus jeunes dans l'armée et dans différents corps ».

Rappelons que leurs anciens camarades de rébellion, ceux intégrés dans la nouvelle force armée officielle de Ouattara, avaient obtenu 12 millions après avoir braqué leur fusil sur la tempe de leur « papa » Ouattara.

Au sortir de la rencontre avec le ministre de l'Intérieur, le porte-parole adjoint de la cellule 39 a déclaré : « Nous sommes venus à Abidjan pour poser notre problème et Dieu merci, nous repartons satisfaits, avec de bonnes nouvelles ». Et d'ajouter que toutes leurs préoccupations ont été « prises en compte ».

Quelles « bonnes nouvelles » ont-ils obtenues ? Là-dessus, rien n'a filtré. Toujours est-il que le gouvernement semble craindre une nouvelle mutinerie. Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 15 juin dernier, le Premier ministre Gon Koulibaly a tenu à rassurer les 8400 mutins qui ont déjà fait parler la poudre que leur reliquat de 2 millions constituant le solde des 12 millions à devoir seront effectivement décaissés ce mois-ci. Pour ce qui est des « démobilisés » il a tout simplement dit que « le gouvernement regardera de près leur question».

Tout dépendra donc de la situation sur le terrain et du rapport de forces que les démobilisés seront capables d'imposer. Sauf que le gouvernement n'est pas au bout de ses peines car en cédant aux revendications des uns il a ouvert la boîte de Pandore. La mutinerie est devenue contagieuse et il ne sait pas comment y mettre fin, ou plus exactement il n'en a pas les moyens.

Côte d'ivoire

PLUS DE 2000 FAMILLES DÉLOGÉES EN PLEINE SAISON DE PLUIE

Tout un quartier abritant près de 2.000 familles a été détruit par les bulldozers le 30 mai dernier. La raison évoquée est qu'ils occuperaient illégalement cet espace alors que les habitants disent qu'ils ont des papiers signés, certains par les villageois, d'autres par le sous-préfet ou autres autorités.

Octobre 2015. Démolition d'un quartier populaire à Anonkoua Kouté (commune d'Abobo). Cent familles se sont retrouvées dans la rue.

En réalité, ces familles ont été chassées parce que e site de 65 hectares appelé Banco extension se trouverait à proximité du futur stade olympique d'Anyama. Aucun relogement n'a été proposé à ces habitants. On leur a promis le versement de 800.000 francs CFA par terrain à titre de dédommagements mais cette somme est loin d'être suffisante puisqu'elle ne tient pas compte du coût de construction d'une maison.

Le gouvernement est familier de ces opérations de déguerpissement. Il fait démolir des quartiers entiers sous la surveillance des forces de l'ordre qui, armes aux poings, tiennent en respect les populations afin qu'elles ne puissent pas s'opposer à la destruction de leurs logements et de leurs biens. Néanmoins, dans certains quartiers, les habitants ont pu s'opposer aux bulldozers et retarder la destruction de leurs quartiers.

En cette saison de pluies qui s'annonce très difficile, le double calvaire de ces populations est révoltant !

Tchad

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE CIMENTERIE DES POSTES DE SINÉCURE EN PERSPECTIVE

Juin 2014 : nouvelle cimenterie inaugurée par Deby. Des postes à pourvoir

Idriss Déby a inauguré le 12 juin dernier une nouvelle cimenterie, la deuxième du pays, située au nord de Ndjaména, construite par le Groupe marocain "Ciment d'Afrique". Le coût de construction est de 23 milliards de francs CFA (environ 39 millions de dollars). D'une capacité de production annuelle de 500.000 tonnes à un million de tonnes, la cimenterie emploiera environ 200 personnes.

Dans le clan de Deby, on se frotte les mains, surtout ceux des membres qui n'ont pas encore eu accès à des postes de sinécure. Ils se bousculent pour aller auprès du « chef » afin de bénéficier de ses faveurs.

Et pour cause ! Ils savent que c'est l'un des neveux de Deby qui est à la tête de la première cimenterie de Baoré construite dans le sud du pays par une entreprise chinoise. Il est devenu milliardaire aujourd'hui, parce que, au lieu de verser mensuellement à la caisse de l'État tchadien les 900 millions de francs CFA que l'entreprise chinoise paye au titre de taxes et d'impôts divers, il les vire directement sur son compte personnel.

Mais il y a aussi d'autres postes à prendre dans la maintenance de cette cimenterie : le nettoyage par exemple, sans compter l'approvisionnement en fourniture, la sous-traitance, etc.

Cette nouvelle cimenterie servira avant tout les intérêts personnels du clan. Les populations déshéritées ne peuvent rien attendre de bon à moins qu'elles disent un jour non à cette bande de voleurs en mettant fin à leurs nuisances.

Éthiopie

LA SÉCHERESSE SÉVIT UNE FOIS DE PLUS DANS L'EST DU PAYS

Depuis une dizaine d'années, l'Est de l'Éthiopie est frappé par la sécheresse ; cela touche environ 8 millions de personnes. Déjà en 2016, le phénomène climatique « El Niño » a été responsable du désastre le plus grave depuis trente ans. Plus de 700 millions de dollars ont été dépensés par l'État pour secourir les populations de la région Somalie en Éthiopie.

Cette fois, pour aider les populations touchées par la sécheresse, d'après les organismes humanitaires, il faudrait plus de 800 millions de dollars.

En effet, les organismes de secours signalent que plus de 300 000 enfants de moins de 5 ans sont touchés par une malnutrition aigüe et sévère. Les populations qui habitent cette région sont des éleveurs de bétail et des nomades, ils se déplacent d'un endroit à un autre à la recherche de pâturages. Les victimes de la sécheresse sont en premier lieu les enfants, les femmes et les personnes âgées et bien sûr, le bétail aussi. Des paysans ont perdu des moutons, des chèvres et des chameaux. Ainsi, certains paysans éleveurs, considérés comme aisés, sont complètement ruinés.

Une régiond'Éthiopie touchée par la sècheresse en 2016

Cette situation est aggravée par le fait qu'il y a un an, les populations oromo de cette région étaient en conflit avec les dirigeants de l'État éthiopien (appartenant principalement à l'ethnie tigréenne minoritaire). Le gouvernement a réprimé les Oromo et les Amhara, majoritaires dans le pays. Et maintenant les Oromo sont, en plus, victimes de la sécheresse.

Malgré la gravité de la situation, l'information est passée inaperçue parce

que le gouvernement ne veut pas que sa réputation soit entachée. Il veut apparaître comme une puissance stratégique dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Est. De plus, il veut montrer au monde capitaliste qu'il n'y a rien à craindre pour investir dans le pays.

Le gouvernement se veut rassurant pour les patrons. Mais il y a dans ce pays des travailleurs dans les usines et les chantiers qui ne se sont pas exprimés pour le moment. Ceux-là sont mal payés ou au chômage et vivent dans la misère. Le jour où ils arriveront à s'organiser pour défendre leurs intérêts, les choses changeront.

France

L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS : S'UNIR AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE CLASSE

(*Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'éditorial daté du 19 juin de nos camarades de Lutte Ouvrière sur les élections législatives dont le deuxième tour a eu lieu le 18 juin*.)

Macron a donc la large majorité qu'il souhaitait à l'Assemblée nationale. Il pourra prendre toutes les mesures qu'il voudra. La future Assemblée de béni-oui-oui sera derrière lui. […..]

L'électorat populaire, les travailleurs, les chômeurs, les retraités du monde du travail, s'est tenu largement à l'écart de ces élections. L'abstention moyenne – déjà un record au premier tour, 51,3 %, plus forte encore au deuxième, 56,6 % – dissimule la réalité sociale : dans les quartiers populaires, elle a dépassé les 60 %, voire les plus de 70 %. Il faut ajouter aux abstentions les votes blancs et nuls, ainsi que tous ceux qui, dans les quartiers populaires, sont tellement dégoûtés des élections ne changeant rien à leur sort qu'ils ne sont même plus inscrits sur les listes électorales.

Ce n'est pas pour rien que Macron a réussi à entraîner une partie significative des politiciens de la droite. Ce dont la droite a rêvé, et que Hollande a commencé à réaliser avec la loi El Khomri, Macron se prépare à le poursuivre en démolissant ce qui, dans le code du travail, protégeait un peu les travailleurs contre l'avidité patronale. Pour obtenir la passivité complice des directions syndicales et ne pas provoquer de réactions ouvrières, il reste flou sur ses objectifs. Donnera-t-il au patronat la possibilité de tailler des contrats de travail sur mesure à l'échelle de l'entreprise ou à l'échelle de la branche ? Ce sera de toute façon une attaque en règle contre le monde du travail.

Le gouvernement Macron-Philippe est un gouvernement de guerre sociale dont l'objectif est de permettre au grand patronat et aux financiers, avec l'aide de l'État, de prélever sur les classes exploitées de quoi continuer à s'enrichir, alors qu'une fraction croissante de la population tombe vers la pauvreté. […]

Ce n'est pas par des joutes parlementaires, mais par la force collective de la classe ouvrière, que l'offensive du gouvernement et du grand patronat pourra être stoppée.

L'avidité de la classe capitaliste et l'arrogance de son gouvernement provoqueront des explosions sociales. La préoccupation de tous ceux qui se placent dans le camp des travailleurs doit être de contribuer

à ce que ces révoltes soient guidées par la conscience de classe des travailleurs, de leurs intérêts communs les opposant au grand capital.

Il ne faut pas que cette force collective soit détournée vers des voies de garage ou, pire, dévoyées au point d'opposer les travailleurs les uns aux autres en fonction de leurs origines ou de leurs catégories.

Il est indispensable que les travailleurs se donnent un parti qui représente leurs intérêts politiques. Un parti d'autant plus décidé à mener jusqu'au bout les luttes des travailleurs, petites et grandes, qu'il a pour objectif fondamental le renversement de la dictature du grand capital sur la société. C'est-à-dire l'expropriation de la grande bourgeoisie, la fin de l'économie basée sur l'exploitation et la recherche du profit privé, pour une économie basée sur la propriété collective et organisée en fonction des besoins de tous.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.